■ Régions • Auvergne-Rhône-Alpes • Bourgogne-Franche-Comté • Centre-Val de Loire • Nouvelle-Aquitaine • Occitanie • Pays de la Loire ■ Départements • Allier • Ardèche • Cher • Creuse • Indre-et-Loire • Loir-et-Cher • Loire • Haute-Loire • Loire-Atlantique • Loiret • Lozère • Maine-et-Loire • Nièvre • Puy-de-Dôme • Saône-et-Loire • Haute-Vienne ■ Villes, Agglos et Métropoles • Agglomération de Nevers • Angers Loire Métropole • Blois • Bourges • Châteauroux • Clermont Communauté • Joué-Lès-Tours • Limoges • Montluçon • Moulins Communauté • Nantes Métropole • Orléans • Roannais Agglomération • Saint-Etienne-Métropole • Saint-Nazaire • Saumur Val de Loire • Tour(s)plus • Vichy • Vierzon ■ SICALA • Allier • Cher • Indre-et-Loire • Haute-Loire • Maine-et-Loire • Nièvre • Saône-et-Loire

ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

LES ENTREPRISES FACE AU RISQUE INONDATION

Mieux connaître son niveau d'exposition pour réduire sa vulnérabilité au risque

Blois, 2 mars 2017

En partenariat avec :

Fédération Française de l'Assurance

Mission Risques Naturels

ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

INTRODUCTION

UN ÉTABLISSEMENT
AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS DU BASSIN…

www.eptb-loire.fr/enbref

ETABLISSEMENT PUBLIC Loire

… ATTENTIF A L'IMPLICATION DES ENTREPRISES

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

OCDE

Etude de cas 2010

Stratégie et mesures de réduction de la vulnérabilité aux inondations du bassin de la Loire, en particulier des activités économiques

ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

1. Adoption d'une approche stratégique vis-à-vis de l'évaluation et de la gestion du risque d'inondation
2. Développement des synergies entre secteurs public et privé
3. Information et implication des parties prenantes et du public
4. Coopérations renforcées entre acteurs du bassin et gestionnaires du risque
5. Exploitation du potentiel technologique et intensification des efforts de recherche

ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE · UNION EUROPÉENNE · l'Europe s'engage dans le bassin de la Loire avec le FEDER

COMMENT PREVENIR LE RISQUE INONDATION ?

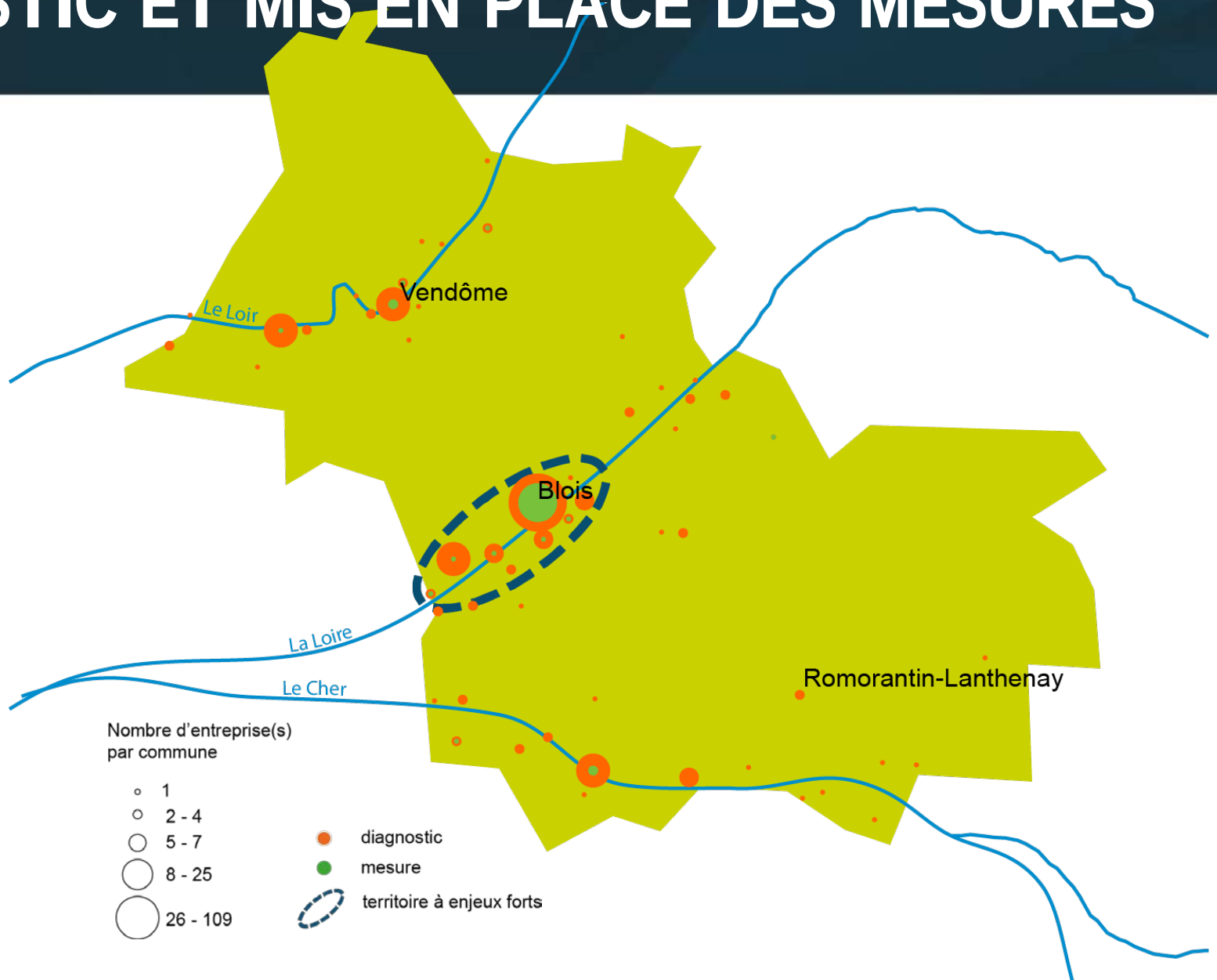
Connaître le niveau d'exposition et la vulnérabilité de son entreprise au risque inondation

ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

ENTREPRISES DU LOIR-ET-CHER AYANT RÉALISÉ UN DIAGNOSTIC ET MIS EN PLACE DES MESURES

269 diagnostics réalisés

48 entreprises ayant mis en place des mesures de réduction de leur vulnérabilité



ENJEUX MIS EN ÉVIDENCE SUR L'AGGLO DE BLOIS (152 DIAGNOSTICS)

Le constat des chefs d'entreprises

7.196 jours d'arrêt d'activité potentiels

Ce qui peut être évité par la mise en place de mesures de réduction de la vulnérabilité

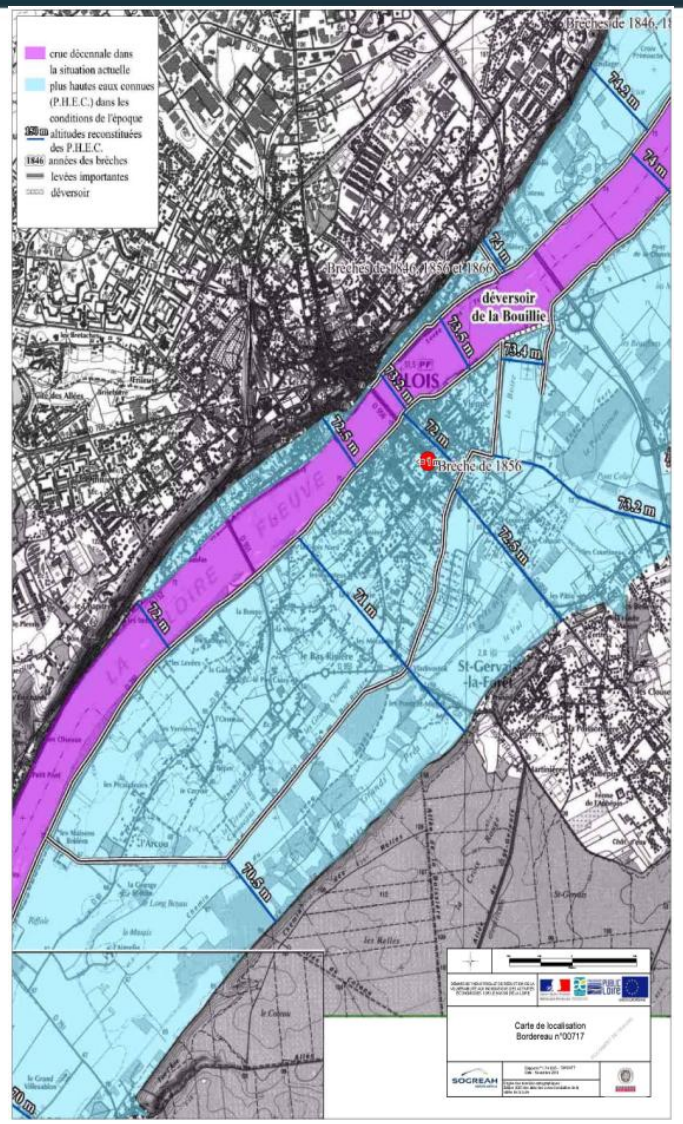
1.883 jours d'arrêt d'activité évitables

26%

56.127.053 €
de dommages potentiels
(dommages directs et perte d'exploitation théorique)

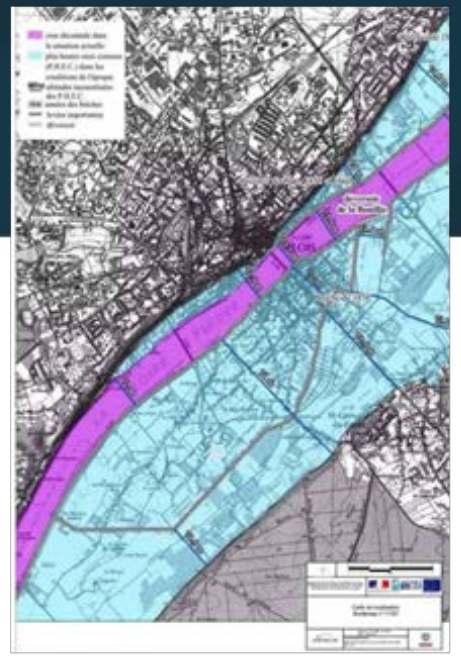
27.886.020 €(*)
de dommages évitables
(dommages directs et perte d'exploitation théorique)

49 %



ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE
UNION EUROPÉENNE
l'Europe s'engage dans le bassin de la Loire avec le FEDER

DIAGNOSTIC D'ENTREPRISE À BLOIS EN 2012



4.1 QUALIFICATION DU SCENARIO RETENU

- **Le scénario retenu est** : L'entreprise est située dans la zone inondable définie par l'Atlas des Zones Inondables (AZI) de la vallée de la Loire.
  - Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) Loire–Val de Blois, zone Br3 (zone urbanisée où l'aléa est fort)
  - Scénario majorant : Crue de référence de type 1856.
  - Type de scénario : L'entreprise est concernée par les inondations par rupture de digue.
  - Historique sur le site : Le quartier xxxxxx a été inondé par rupture de la levée xxxxxx lors des crues de 1846 et 1856.

Sous-bassin	Loire Allier au Cher
Hauteur de submersion maximale	>2 m
Période de survenance de l'inondation	Printemps/Automne
Mois de référence pour le scénario majorant	Sans objet
Durée de submersion	plusieurs jour(s)
Délai de prévision de la montée des eaux	>1 jour(s)
Turbidité des eaux	Forte
Vitesse du courant	Faible
Vitesse de montée des eaux	Lente

Identification des bâtiments inondés	Hauteur d'eau approximative (mètre)
Entreprise comprenant les bureaux, une partie du stock et show-room	>2
Hangar de stockage complémentaire situé au xxxxxxx - hors zone inondable	0

6. IDENTIFICATION ET HIERARCHISATION DES DOMMAGES

6.1 DOMMAGES DIRECTS

Installations Activités stratégiques	Dommages matériels stocks stratégiques	Qté	Estimation de la valeur en € (1)	Degré d'endom-magement (en %)	Coût du dommage total en €	Degré de dépen-dance par rapport à l'activité	Temps d'indis-ponibilité (2) en jours	Gravité des dommages retenue (3)
Gestion et direction	Mobilier et postes informatiques	1	10000	100	10000	2	5	Moyenne
Technique	Postes informatiques, pièces détachées, stock matériels	1	10000	100	10000	3	5	Moyenne
Communication	serveur informatique et installation téléphonique	1	9000	100	9000	3	5	Moyenne
Transport	6 véhicules entreposés sur site	1	40000	100	40000	3	5	Majeure
Stockage	Produits et matériels informatiques à la vente	1	100000	100	100000	3	5	Majeure
				Total	169000			

(1) Coût de remplacement unitaire à neuf ;
(2) Temps d'indisponibilité hors aléa inondation ;
(3) La gravité précisée correspond à la gravité retenue par l'exploitant (sur la base de la gravité théorique présentée par le diagnostiqueur).

Le degré d'endommagement est estimé comme suit :
10% = matériel / stock à sécher ou nettoyer s'il est inondé,
50% = matériel / stock à réparer s'il est inondé,
100% = matériel /stock à remplacer s'il est inondé.

Le degré de dépendance par rapport à l'activité est estimé comme suit :
1 = arrêt partiel de la fonction,
2 = arrêt complet de la fonction,
3 = arrêt complet d'autres fonctions,
4 = arrêt complet de l'activité.

6.2 DOMMAGES INDIRECTS

Pollution	Pas de produits chimiques dangereux susceptibles de se répandre sur le site	Négligeable
Pollution - ancrage cuve(s)	Non concerné	
Pollution - cuve(s) de produits chimiques	Non concerné	

Incendie	Installations électriques entièrement dans l'eau (selon hauteur d'eau définit dans le scénario)	Majeure

Explosion - Gaz inflammable	Non concerné	
Explosion - Produits incompatibles avec l'eau	Non concerné	

Dommages causés aux tiers	Pas d'objets encombrants susceptibles d'être entrainés par les eaux	Mineure
Dommages causés aux tiers	Pas de risque incendie, ni explosion, ni pollution, susceptibles de causés des dommages aux tiers	Négligeable

CAS PRATIQUE 2012

7. IDENTIFICATION ET HIERARCHISATION DES VULNERABILITES PARTICULIERES

7.1 DEPENDANCE AUX RESEAUX

Réseau électrique	Dépendance du réseau entraînant un arrêt complet de l'activité (incidence majeure sur les activités stratégiques de l'Etablissement)	Majeure
Réseau Gaz	Pas de dépendance du réseau sur l'activité de l'établissement	Négligeable
Réseau d'eau	Pas de dépendance du réseau sur l'activité de l'établissement	Négligeable
Réseau des eaux usées	Pas de dépendance du réseau sur l'activité de l'établissement	Négligeable
Réseau télécom	Dépendance du réseau entraînant un arrêt complet de l'activité (incidence majeure sur les activités stratégiques de l'Etablissement)	Majeure
Réseau téléphonie mobile	Dépendance du réseau entraînant un arrêt complet de l'activité (incidence majeure sur les activités stratégiques de l'Etablissement)	Majeure
Réseau internet	Dépendance du réseau affectant l'activité principale de l'Etablissement mais existence d'une solution alternative disponible sur site (incidence restreinte sur les activités stratégiques de l'Etablissement)	Moyenne
Réseau de distribution de carburants	Dépendance du réseau entraînant un arrêt complet de l'activité (incidence majeure sur les activités stratégiques de l'Etablissement)	Majeure
Réseau routier	Arrêt complet de l'activité -Utilisation avec incidence majeure sur les activités stratégiques de l'Etablissement.	Majeure

7.2 VULNERABILITES ORGANISATIONNELLES

Sensibilité à l'inondation	Etablissement très sensible Ecoute la radio ou la télé et consulte les sites internet pour suivre en temps réel l'inondation	Négligeable
Document unique	Risque inondation non intégré dans le document unique d'évaluation des risques	Majeure
Plan d'urg...	Risque inondation non intégré dans ce document ou document non existant	Majeure
...nuité	Risque inondation non intégré dans ce document ou document non existant	Majeure
	Pas de responsable en charge des problématiques inondation	Majeure
	Pas de personnel d'intervention identifié en cas d'inondation ou entreprise n'employant pas de personnel, ou ensemble du personnel habitant en zone inondable	Majeure
	Etablissement ne possédant pas de moyens de protection de ses matériels/stocks stratégiques	Majeure
	Une seule voie d'accès au site et située en zone inondable	Majeure
	Etablissement possédant des moyens d'évacuation de ses matériels / stocks accessibles, suffisants et adaptés	Négligeable
	Existence d'une liste d'entreprises spécialisées et situées hors zone inondable et existence d'un contrat de partenariat avec l'une d'entre elles	Négligeable
	Archives et documents (papier et informatiques) confidentiels ou stratégiques de l'Etablissement protégés ou évacués en cas d'inondation	Négligeable
	Présence de pénalités de retard formalisées dans les contrats clients sans incidence financière pour l'Etablissement	Mineure
	Impact faible sur l'image de marque ne limitant pas l'activité de l'établissement après l'inondation	Mineure
	Absence de futur projet de développement de l'activité de l'Etablissement	Négligeable
	Diversité des fournisseurs et clients situés hors zone inondable limitant les risques de rupture d'approvisionnement ou de livraison clients.	Négligeable
	Délai nécessaire pour stopper correctement l'activité est inférieur au délai d'alerte	Mineure
	Pas de retard ou suppression d'investissement attendu en cas de difficultés financières générées par les inondations	Mineure
Assurance dommages aux biens	Existence d'un contrat d'assurance dommage aux biens couvrant l'ensemble des biens stratégiques de l'Etablissement.	Mineure
Assurance perte d'exploitation	Existence d'un contrat d'assurance perte d'exploitation	Mineure
Assurance dommages aux tiers	Existence d'un contrat d'assurance dommages aux tiers.	Mineure
Ressources financières	Ressources financières suffisantes	Négligeable

8. IDENTIFICATION DES MESURES DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE

L'identification des mesures adaptées à l'entreprise X a été effectuée en collaboration avec Monsieur X, *fonction*. Les mesures proposées ci-dessous ont été retenues et validées par Monsieur X, *fonction*.

Aucune obligation spécifique n'impose le respect des mesures définies dans le présent rapport. La conformité de l'établissement aux textes réglementaires (PPRI, régime ICPE, etc.) reste applicable mais ne fait pas l'objet du présent diagnostic. L'éligibilité à un cofinancement européen (FEDER) pour la mise en œuvre de ces mesures sera étudiée au regard de cette réglementation.

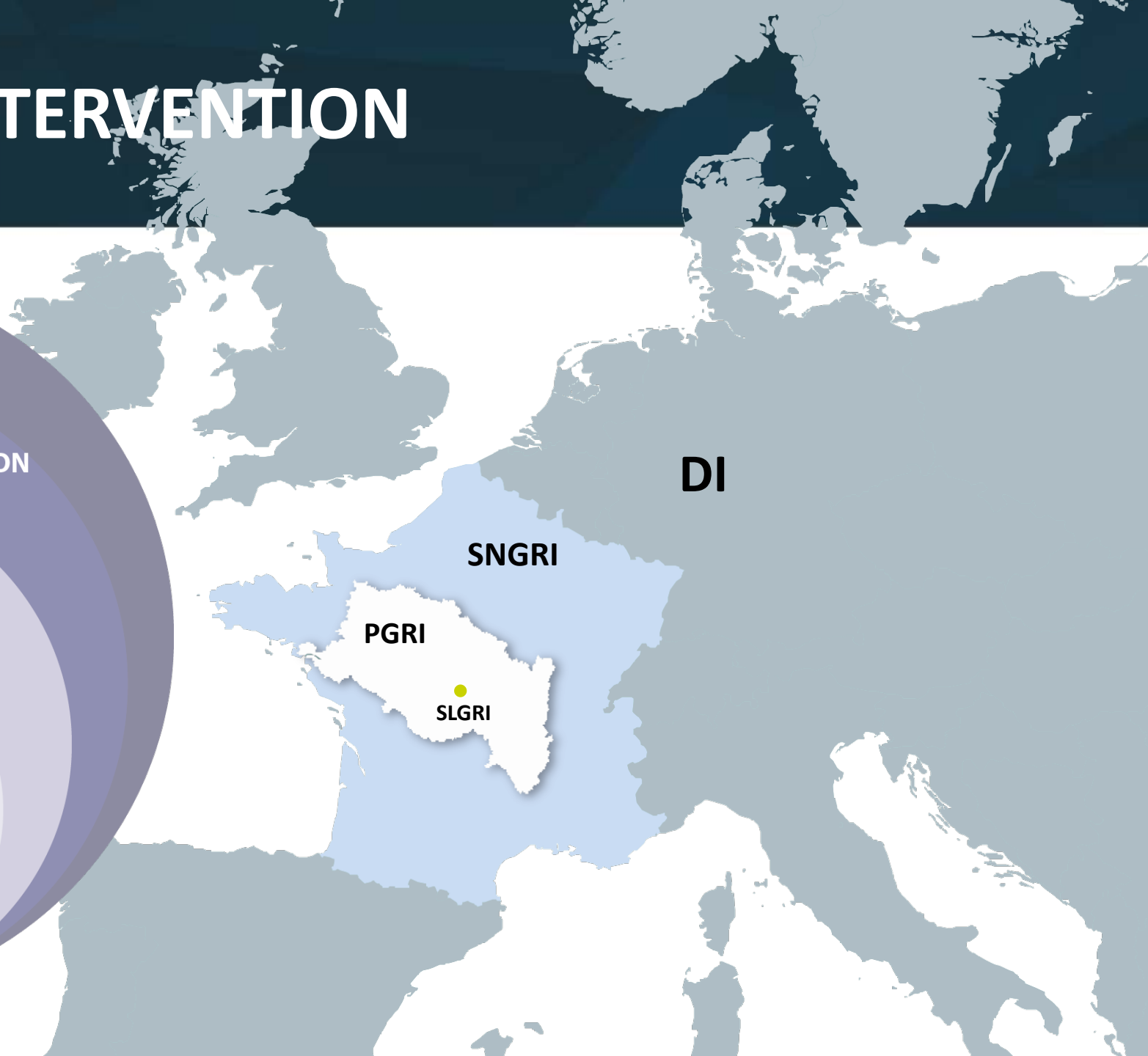
Mesures de réduction de la vulnérabilité	Dommages réduits	Difficultés de mise en oeuvre	Cout de la mesure en € (HT)	Période de mise en oeuvre de l'action
Déplacer les véhicules et les éléments mobiles non indispensables en dehors de la zone inondable	Dommages directs	Faible	100 €	Pendant l'alerte
Evacuer les matériels sensibles à l'eau vers des lieux de stockage ou d'entreposage à l'abri de l'inondation	Dommages directs	Moyenne	1000 €	Avant l'inondation
Surélever les équipements au-dessus de la ligne d'eau (sous réserve que les matériels ou les stocks ne soient pas sensibles à l'eau)	Dommages directs	Moyenne	500 €	Pendant l'alerte
Faire vérifier les installations électriques après l'inondation	Incendie	Faible	500 €	Après l'inondation
Prévoir l'achat d'un groupe électrogène ou sa location, à condition de le réserver dès le début de l'alerte (coût de location pour une semaine : environ 300 à 1000 € suivant la puissance)	Dépendance aux réseaux	Moyenne	500€/semaine	Avant l'inondation
Renseignez-vous auprès de votre fournisseur d'électricité pour savoir si vous pouvez connaître des coupures d'électricité en cas d'inondation	Dépendance aux réseaux	Faible	50 €	Avant l'inondation
Prévoir la coupure des réseaux d'électricité et autres réseaux le nécessitant	Dépendance aux réseaux	Négligeable	20 €	Pendant l'alerte
Effectuer un basculement de la ligne téléphone fixe vers une ligne mobile ou vers le site de XXXXXXX	Dépendance aux réseaux	Faible	50 €	Pendant l'alerte
Pendant l'alerte, effectuer le plein de carburant de l'ensemble des véhicules de la société	Dépendance aux réseaux	Moyenne	750 €	Pendant l'alerte
Avertir rapidement tous les partenaires de l'Etablissement (clients, fournisseurs, assureurs)	Vulnérabilités organisationnelles	Faible	100 €	Pendant l'alerte
Définir une équipe d'intervention en charge de la mise en œuvre du plan d'urgence. Il sera nécessaire que ces personnes connaissent bien le fonctionnement de l'Etablissement et des activités stratégiques. De plus, ces personnes devront habitées en zone non inondable.	Vulnérabilités organisationnelles	Faible	ND	Avant l'inondation

COMMENT PREVENIR LE RISQUE INONDATION ?

D’une responsabilité individuelle à une responsabilité collective

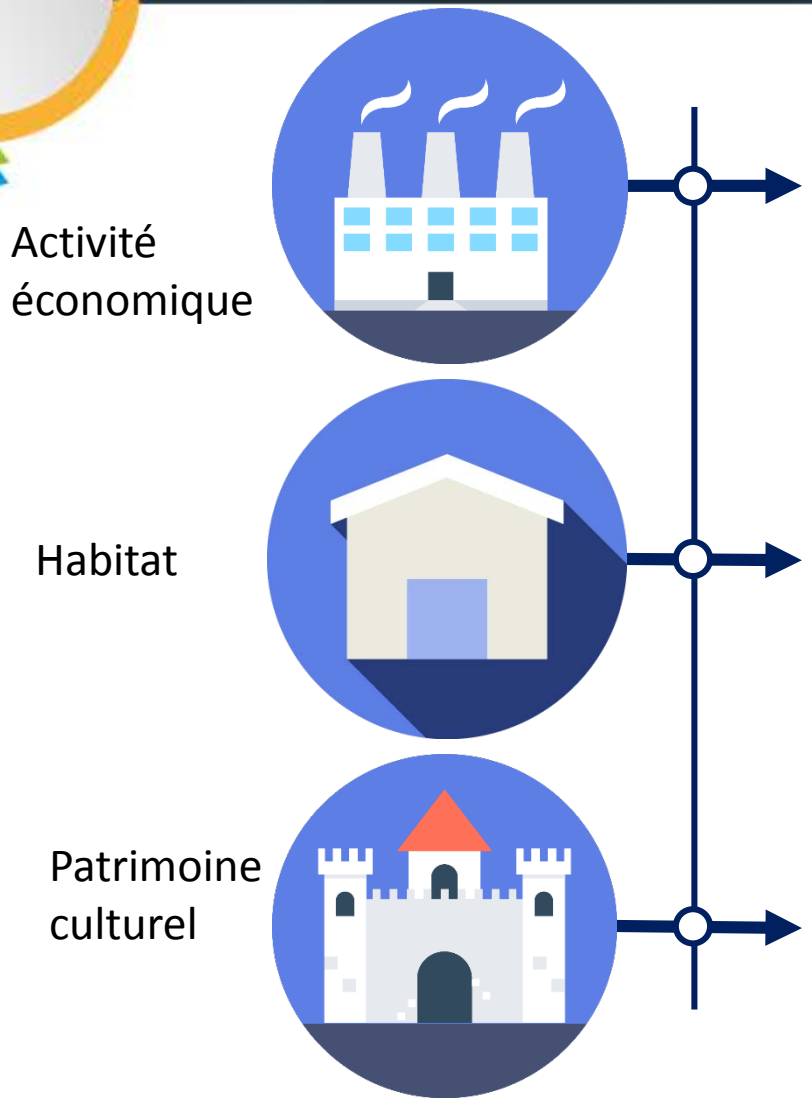
ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

CADRE D'INTERVENTION



ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

BOÎTE À OUTILS POUR LA RÉDUCTION DE VULNÉRABILITÉ



ETABLISSEMENT PUBLIC Loire

CHAÎNE DE SOLIDARITÉ AMONT/AVAL – RIVE DROITE/RIVE GAUCHE – URBAIN/RURAL

- **Améliorer ses propres capacités à s'organiser face au risque**
- **Développer les territoires dans une logique de résilience**

LA RÈGLE DES « 3D »

Ne pas basculer dans le Déni ni dans le Désespoir, mais dans la Détermination à faire, chacun à son niveau, les bons gestes, au bon moment

ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

COMMENT PREVENIR LE RISQUE INONDATION ?

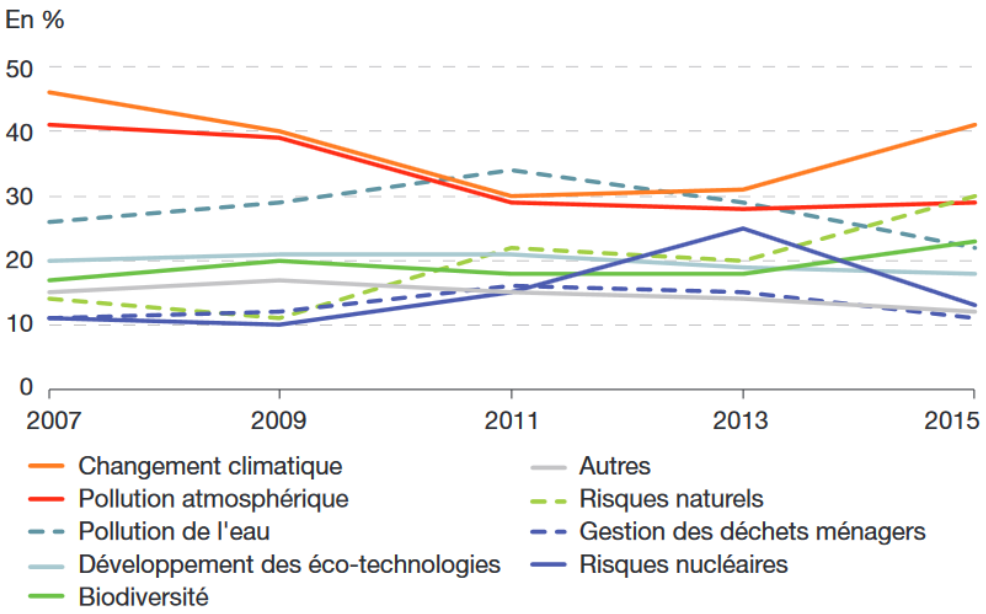
Retour d'expérience de la démarche de réduction de la vulnérabilité aux inondations des activités économiques du bassin de la Loire (2007-2014)

- Démarche centrée sur des "fondamentaux", innovante et à caractère expérimental
- Basculement dans l'action à certaines conditions
- Création d'un environnement favorable indispensable au déploiement
- Réalisation de diagnostic, outil d'aide à la décision
- Mise en place de mesures de réduction de la vulnérabilité aux inondations

RETOUR D'EXPÉRIENCE DE LA DÉMARCHE DE RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ AUX INONDATIONS DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DU BASSIN DE LA LOIRE (2007-2014)

Démarche innovante, basée sur des fondamentaux et toujours d'actualité

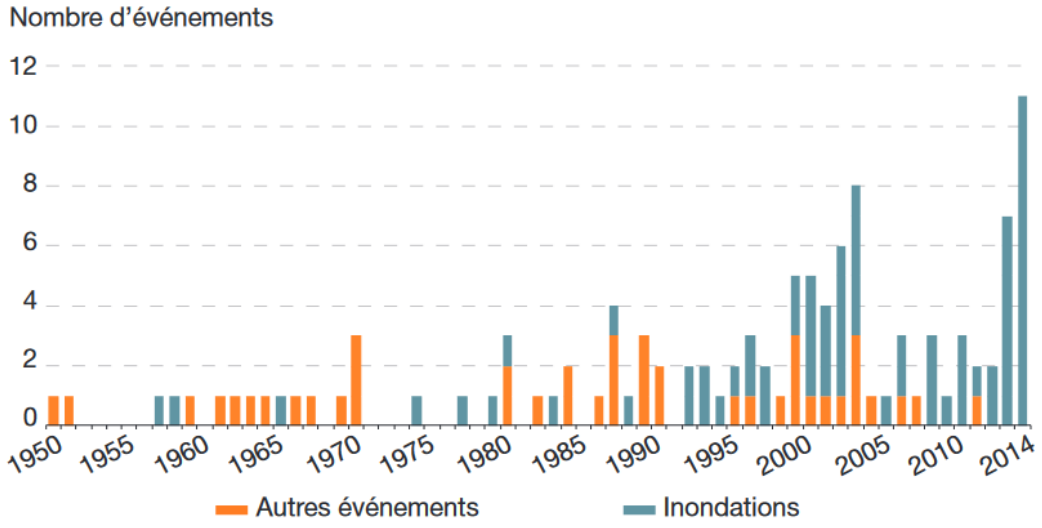
ÉVOLUTION DES THÉMATIQUES JUGÉES PRIORITAIRES



Note : cumul des deux premières réponses.
Source : *SOeS, enquête sur les conditions de vie et aspirations des Français (Credoc)*

Parmi les actions que l'Etat doit mener en priorité pour protéger l'environnement, deux enjeux principaux progressent de 10 points entre 2013 et 2015 : la lutte contre le changement climatique et la prévention des risques naturels

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS NATURELS TRÈS GRAVES



Notes : évènements de gravité 3 ou plus (ayant fait plus de 10 morts ou plus de 30 millions d'euros de dommages matériels) ; autres événements : mouvements de terrain, séismes, avalanches, tempêtes, feux de forêts, vagues de chaleur.
Source : *Meem/DGPR, 2015. Traitements : SOeS, 2016*

Entre 1950 et 2014, 113 évènements naturels très graves à l'origine de plus de 10 morts ou de plus de 30 M€ de dommages matériels sont survenus en France. 62% de ces évènements correspondent à des inondations, dont environ la moitié s'est produite au cours de la dernière décennie. Cette recrudescence des inondations dommageables s'explique principalement par l'accroissement de l'urbanisation dans les zones inondables et donc des enjeux socio-économiques susceptibles d'être affectés.

Sources : Ministère de l'Environnement, « Les chiffres clés de l'environnement », 2016

BASCULEMENT DANS L'ACTION SOUS CONDITIONS, TENANT COMPTE DES PERCEPTIONS ET COMPORTEMENTS DES ACTEURS

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE IFOP 2009 RÉALISÉE À L'INITIATIVE DE L'EP LOIRE

- Le **risque inondation** : un risque **jugé secondaire** avec une forme de déni plus ou moins consciente.
- Une **méconnaissance** certaine de la **cartographie des zones inondables**.
- Un décalage de perceptions entre prescripteurs et chefs d'entreprise.
- Une volonté limitée d'investir dans la prévention du risque inondation.
- Un **déficit marqué de l'information sur le risque inondation** avec une communication institutionnelle jugée particulièrement lacunaire.
- De fortes attentes exprimées vis-à-vis des pouvoirs publics.
- Des **outils de prévention** à optimiser tels que le **diagnostic de vulnérabilité jugé pertinent**.

BAROMÈTRE IFOP 2012 RÉALISÉ À L'INITIATIVE DE L'EP LOIRE

- Une **confirmation de la mise à distance, voire du déni du risque inondation par les chefs d'entreprise** du bassin.
- Une **prise en compte du risque inondation reléguée à un rang de priorité inférieur** par les chefs d'entreprises du bassin.
- Un **sentiment d'information croissant et majoritaire parmi les chefs d'entreprise du bassin** sur le risque inondation.
- Le **diagnostic de vulnérabilité** aux inondations produit clairement des **effets clivant** chez les chefs d'entreprise l'ayant fait réaliser pour leur activité. Ils ont une **meilleure connaissance de leur localisation en zone inondable** et ont **davantage conscience de leur vulnérabilité et des risques encourus en cas d'inondation**. Ils sont davantage informés que les autres, connaissent mieux les dispositifs mis en œuvre, considèrent que le risque inondation doit être traité prioritairement par les pouvoirs publics et ils attendent davantage de soutien et d'information à destination des entreprises.

SONDAGE IFOP 2013 RÉALISÉ POUR LE MINISTÈRE DU L'ÉCOLOGIE « LES FRANÇAIS ET LES RISQUES NATURELS »

- 90 % des Français souhaiteraient obtenir plus d'informations sur les risques naturels auxquels ils sont exposés.
- 63 % d'entre eux se disent mal informés sur les risques naturels.
- **94 %** des personnes interrogées **déclarent ne pas avoir pris de mesures par rapport aux risques naturels** auxquels ils sont exposés.

BASCULEMENT DANS L'ACTION SOUS CONDITIONS, TENANT COMPTE DES PERCEPTIONS ET COMPORTEMENTS DES ACTEURS

CRÉATION D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE INDISPENSABLE À L'IMPLICATION DES ACTEURS

Plus de 15 000 acteurs régulièrement informés/sensi-bilisés, par des moyens ciblés :

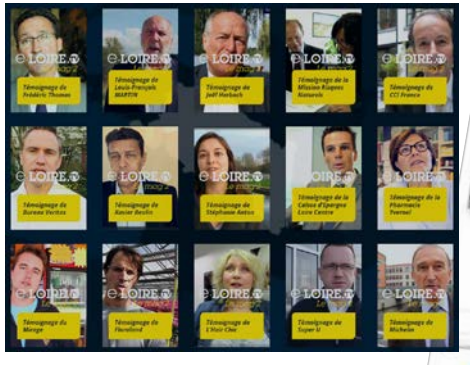
- dépliants
- témoignages d'entrepreneurs
- contacts téléphoniques directs

DÉPLIANTS ROUTÉS À 20.000 ENTREPRISES À PLUSIEURS REPRISES

CAMPAGNES PQR

TÉMOIGNAGES DE CHEFS D'ENTREPRISES WWW.E-LOIRE.TV

PRODUITS D'ANIMATION



34 000 APPELS

RÉALISATION DU DIAGNOSTIC, OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION

RECOURS À UN PRESTATAIRE

Coût moyen du diagnostic

2 600 €

MÉTHODOLOGIE SPECIFIQUE ET HOMOGÈNE

- Homogénéité de la démarche à l'échelle du territoire, garantissant une égalité de traitement
- Mode opératoire adapté à la taille de l'entreprise et à la nature de l'activité

01 Qualification du scénario d'inondation personnalisé au site et ses risques potentiels

02 Contact et prise de rendez-vous avec le chef d'entreprise

03 Visite de terrain (évaluer ses connaissances, le sensibiliser au risque inondation, présenter le scénario d'inondation)

04 Hiérarchisation des vulnérabilités par gravité

05 Identification des mesures les plus adaptées aux vulnérabilités particulières

06 Présentation au chef d'entreprise des vulnérabilités identifiées et proposition de mesures associées de réduction de la vulnérabilité

ETABLISSEMENT PUBLIC Loire
UNION EUROPÉENNE
l'Europe s'engage pour le bassin de la Loire avec le FEDER

MISE EN PLACE DE MESURES DE RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ AUX INONDATIONS

L'**analyse des** 2 349 rapports de diagnostics fait apparaître des **mesures à mettre en œuvre** qui **ressortent de façon récurrente**.

MESURES ORGANISATIONNELLES

72 % mettre en place un plan d'urgence
59 % sensibiliser le personnel au risque inondation
56% vérifier la couverture d'assurance en cas d'inondation
53 % évacuer les matériels sensibles à l'eau
43 % prévoir la réalisation d'un plan de continuité d'activité

MESURES STRUCTURELLES LÉGÈRES

42% acheter un groupe électrogène
28 % prévoir un lieu d'entreposage hors d'eau
20 % mettre hors d'eau les archives et documents

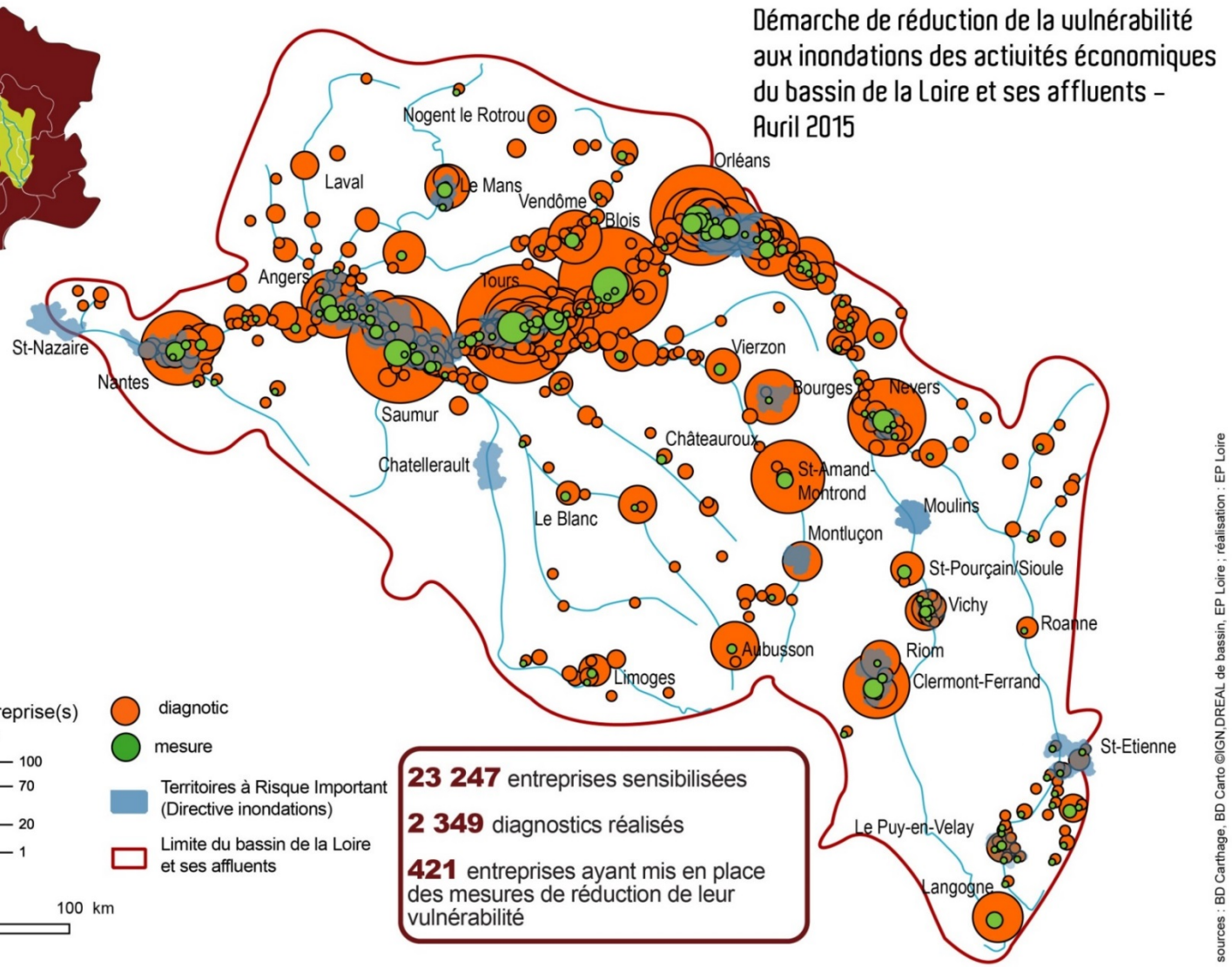
MESURES STRUCTURELLES LOURDES

10 % surélever les équipements au-dessus de la ligne d'eau

MESURE DES RÉALISATIONS

Sur une base strictement volontaire :

- **Plus de 2 300 diagnostics**
- **Plus de 400 mesures**



PROPOSITIONS DE SUITES OPÉRATIONNELLES

Actions d'information/ sensibilisation ciblées sur les acteurs économiques **intégrant l'apport des sciences comportementales**

2 PISTES

Offre de DIAGNOSTIC gratuit pour les entreprises dans les territoires à risque important d'inondation ou territoires à enjeux, ciblant les entreprises présentant un caractère stratégique en matière de gestion de crise et/ou dépassant un certain seuil en termes de chiffre d'affaires ou de nombre de salariés.

Mise à disposition d'outils d'AUTO-DIAGNOSTIC pour les autres entreprises volontaires.

ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

CONCLUSION

Ce n’est pas forcément compliqué !

ETABLISSEMENT PUBLIC Loire

01 Miser sur l'anticipation

02 Intégrer la manière dont les gens se comportent et non pas les préjugés que l'on peut avoir de leurs comportements

03 Inciter, plutôt que de contraindre, chacun à intervenir pour ce qui le concerne de la bonne manière et au bon moment

04 Jamais dans une logique du tout ou rien. Ce que l'on fait est toujours utile, même des actions qui pourraient paraître dérisoires à première vue

05 Avec la conviction que ce n'est pas compliqué et que ce n'est pas forcément coûteux

ETABLISSEMENT PUBLIC Loire

■ Régions • Auvergne-Rhône-Alpes • Bourgogne-Franche-Comté • Centre-Val de Loire • Nouvelle-Aquitaine • Occitanie • Pays de la Loire ■ Départements • Allier • Ardèche • Cher • Creuse • Indre-et-Loire • Loir-et-Cher • Loire • Haute-Loire • Loire-Atlantique • Loiret • Lozère • Maine-et-Loire • Nièvre • Puy-de-Dôme • Saône-et-Loire • Haute-Vienne ■ Villes, Agglos et Métropoles • Agglomération de Nevers • Angers Loire Métropole • Blois • Bourges • Châteauroux • Clermont Communauté • Joué-Lès-Tours • Limoges • Montluçon • Moulins Communauté • Nantes Métropole • Orléans • Roannais Agglomération • Saint-Etienne-Métropole • Saint-Nazaire • Saumur Val de Loire • Tour(s)plus • Vichy • Vierzon ■ SICALA • Allier • Cher • Indre-et-Loire • Haute-Loire • Maine-et-Loire • Nièvre • Saône-et-Loire

ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

www.eptb-loire.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

UNION EUROPÉENNE